

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	673
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....	673
TROI SIEME BUREAU .....	673
ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.16 PORTANT MODI FICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRI CULTURE ET DE LA FORET .....	673
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	675
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	675
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....	675
ARRETE DDASS/AES N° 219/06 DU 13 AVRIL 2006 PORTANT MODI FICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE SELARL 06 - AUTORISATION N° 54-14 - AUTORISATION N° 54-66 - AUTORISATION N° 54-73 .....	675
ARRETE DDASS/AES N° 220/06 DU 13 AVRIL 2006 PORTANT MODI FICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-14 .....	676
ARRETE DDASS/AES N° 266/06 EN DATE DU 21 AVRIL 2006 PORTANT INSCRIPTION D'UNE SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE (S.C.P.) D'INFIRMIERES - INSCRIPTION ENREGISTREE SOUS LE N° 54-06-40 .....	677
ARRETE DDASS/AES N° 3228 DU 18 AVRIL 2006 PORTANT REFUS DE CREATION D'OFFICINE .....	677
DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LORRAINE- CHAMPAGNE-ARDENNE .....	678
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU CEF DE TONNOY .....	678
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU CER "ECHANGE" .....	679
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU CER "PASSAGE" .....	680
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU SERVICE D'ENQUETES SOCIALES DE NANCY .....	680
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU SIOE DE BRIEY .....	681
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU SIOE DE NANCY .....	682
ARRETE PORTANT TARI FICATION DU SRP DE NANCY .....	683

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

## TROI SIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL N° 06.BMSSE.16 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.11 du 24 février 2005 et n° 05.BMSSE.60 du 11 janvier 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**CHAPITRE I : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMÉNAGEMENT FONCIER**

100 - Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), l'ADL (aide directe laitière).

101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

#### CHAPITRE II : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SERVICE INGÉNIERIE DE L'EAU

201 - recouvrement des redevances FND AE sur les consommations d'eau potable pour les volumes consommés en 2003 et les années antérieures.

202 - recouvrement des taxes sur les consommations d'eau provenant des distributions publiques pour les volumes consommés en 2004.

203 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

CHAPITRE III : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU pour les domaines de compétence de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

#### Au titre de la police de la pêche :

300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432 3 du code de l'environnement).

302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

303 - interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

304 - transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

305 - pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

306 - concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

307 - interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

308 - réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

au titre de la police de l'eau :

350 - récépissés de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités, ne nécessitant pas l'édiction de prescriptions complémentaires, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement.

#### CHAPITRE IV : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SERVICE FORÊT, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT RURAL

400 - tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV - Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

401 - tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

402 - instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I - Titre 4 du code forestier - Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

403 - instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III - Titre 1er du code forestier) ;

404 - agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;

405 - arrêtés individuels relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt, ainsi que les agréments techniques, financiers et administratifs, les décisions individuelles d'attribution d'une aide, l'organisation des contrôles, et la suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant la lutte phytosanitaire en forêt ;

406 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;

407 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, conventions (ou arrêtés) individuels attributifs de subvention, organisation des contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF, au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement) ;

408 - agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

#### CHAPITRE V : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SECRETARIAT GÉNÉRAL

500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative.

502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

#### CHAPITRE VI : DÉLÉGATIONS LIÉES AUX MISSIONS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).

601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

ARTICLE 2 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en oeuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,

- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre 1 ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV - rubrique 407, et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre IV - rubriques 404 et 405.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil départemental d'hygiène.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Jean-Luc JANEL ou, en cas d'absence de M. Jean-Luc JANEL par M. Jean VINSON.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Ludovic BONNARD pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - . des rubriques 104 - 108 - 111 - 112
  - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Jean VINSON pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
- Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 403, 404, 407, et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- Mme Marie-Clothilde KIPP pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
- Melle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
- MM. Ludovic BONNARD, Jean VINSON, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN, Marie Clothilde KIPP et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand-Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7 :** L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.11 du 24 février 2005 susvisé est abrogé. Les AP n°04.BODE.68 du 20 décembre 2004 et n° 05.BODE.11 du 24 février 2005 susvisés sont abrogés- l'arrêté préfectoral n° 05 BMSSE.60 du 11 janvier 2006 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

NANCY, le 16 mai 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

#### SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS/AES N° 219/06 DU 13 AVRIL 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE  
SELARL 06 - AUTORISATION N° 54-14 - AUTORISATION N° 54-66 - AUTORISATION N° 54-73

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant, sous le n° 54-14, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST sis à PONT-A-MOUSSON - 9 rue Fabvier ;

VU l'arrêté modifié du 28 octobre 1994, autorisant, sous le n° 54-66, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à PAGNY-SUR-MOSELLE - 3, rue des Aulnois ;

VU l'arrêté du 10 février 1998 autorisant, sous le n° 54-73, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à PONT-A-MOUSSON - 248, avenue Henri Dunand ;

VU l'arrêté modifié du 28 octobre 1994, portant autorisation de fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELARL LABM SIEST, sous le n° 06 ;  
VU le dossier relatif à la modification des statuts de la SELARL LABM SIEST :

cession d'une part sociale de Madame Olivia MELONE en faveur de Madame Gabrielle SIEST-DOLEANS ;

démission de Madame Olivia MELONE de ses fonctions de cogérante au sein de la Société d'exercice libéral ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL LABM SIEST, agréée sous le n° 06 le 28 octobre 1994, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

**Raison sociale :** SELARL « LABM SIEST »

248, avenue Henri Dunand à 54700 PONT A MOUSSON

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale SIEST

9, rue Fabvier

54700 PONT A MOUSSON

Autorisation n° 54-14

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

3, rue des Aulnois

54530 PAGNY SUR MOSELLE

Autorisation n° 54-66

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

248, avenue Henri Dunand

54700 PONT A MOUSSON

Autorisation n° 54-73

Associés et Cogérants :

Monsieur Michel SAUVADET, Pharmacien Biologiste ;

Madame Adeline SCHIRRA, Pharmacien Biologiste ;

Madame Anne SIEST-DOLEANS, Médecin Biologiste ;

Madame Danièle SIEST, retraitée.

Objet de la société :

- l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,

- et plus généralement toutes opérations concourant directement ou indirectement à l'objet social ;

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Olivia MELONE ;

- Monsieur SAUVADET Michel ;

- Madame SCHIRRA Adeline ;

- Madame SIEST Danièle ;

- Madame SIEST Anne ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;

- Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON ;

- Monsieur le Maire de PAGNY SUR MOSELLE ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**ARRETE DDASS/AES N° 220/06 DU 13 AVRIL 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT  
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-14**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le livre II de la 6ème partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST sis à PONT A MOUSSON - 9, rue Fabvier sous le n° 54-14 au sein de la SELARL LABM SIEST, agréée sous le n° 06 ;

VU le dossier relatif à la démission de Madame Olivia MELONE de ses fonctions dudit laboratoire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-14, du laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST sis à 54700 PONT A MOUSSON - 9, rue Fabvier, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST

9, rue Fabvier à 54700 PONT A MOUSSON

exploité au sein de la SELARL LABM. SIEST, agréée sous le n° 06,

dont le siège social est situé 248, avenue Henri Dunand à 54700 PONT A MOUSSON.

Directeur : Monsieur Michel SAUVADET, Pharmacien Biologiste,

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Olivia MELONE ;

- Monsieur Michel SAUVADET ;

- Madame Adeline SCHIRRA ;

- Madame Danièle SIEST ;

- Madame Anne SIEST ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**ARRETE DDASS/AES N° 266/06 EN DATE DU 21 AVRIL 2006 PORTANT INSCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE (S.C.P.)  
D'INFIRMIÈRES - INSCRIPTION ENREGISTRÉE SOUS LE N° 54-06-40**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;  
VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la demande d'agrément d'une société civile professionnelle d'infirmières déposée par JURI 'ACT, société d'Avocats, pour le compte de Mademoiselle Ségolène GRANDVAL demeurant 4 rue Jean Moulin à 54510 TOMBLAINE et de Madame Aurore GUILLARD, épouse FOURNET demeurant 7 rue Alexandre 1<sup>er</sup> à 54130 SAINT-MAX, le 10 avril 2006 et la présentation complète du dossier réceptionné le 10 avril 2006 ;  
CONSIDERANT que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme :  
- Demande d'agrément de la société civile professionnelle ;  
- Exemplaire des statuts de la société ;  
- Copie du diplôme d'état d'infirmière n°54-94-0640 de Madame Aurore GUILLARD, épouse FOURNET ;  
- Attestation d'inscription au répertoire ADELI sous le n° 546091802 de Madame Aurore GUILLARD, épouse FOURNET ;  
- Copie du diplôme d'état d'infirmière n°67-99-0098 de Mademoiselle Ségolène GRANDVAL ;  
- Attestation d'inscription au répertoire ADELI sous le n° 546199837 de Mademoiselle Ségolène GRANDVAL ;  
- Récépissé de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce ;  
SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** La "S.C.P. d'Infirmières GRANDVAL - GUILLARD-FOURNET" est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-06-040, pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années ;

**Raison sociale :** "S.C.P. D'INFIRMIERES GRANDVAL - GUILLARD-FOURNET"

**Siège social :** 45 avenue Carnot  
54130 SAINT-MAX

**ARTICLE 2 :** Mademoiselle Ségolène GRANDVAL et Madame Aurore GUILLARD, épouse FOURNET, sont nommées premières gérantes de la société pour une durée d'une année expirant au jour de l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie en 2007, à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;

**ARTICLE 3 :** Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- à Madame Aurore GUILLARD, épouse FOURNET ;
- à Mademoiselle Ségolène GRANDVAL ;
- à JURI 'ACT, Société d'Avocats ;
- à Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ;
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**ARRETE DDASS/AES N° 3228 DU 18 AVRIL 2006 PORTANT REFUS DE CREATION D'OFFICINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;  
VU La loi numéro 99-641 du 27 juillet 1999 - Art.65 et le décret numéro 2000-259 du 21 mars 2000 ;  
VU la loi numéro 2002-73 du 17 janvier 2002 ;  
VU l'arrêté préfectoral numéro 304 du 13 novembre 2000 complété par l'arrêté numéro 198 du 16 avril 2002 de desserte des officines ;  
VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;  
VU la demande présentée le 18 décembre 2005 par Monsieur Olivier CHATELET, docteur en pharmacie, en vue d'obtenir une licence pour la création d'une officine de pharmacie à LUDRES (54710) - Lot C01 - Boulevard des technologies - lieudit "Chaudeau" ;  
VU le dossier réceptionné le 19 décembre 2005 ;

VU l'avis défavorable émis le 23 mars 2006 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;  
 VU l'avis défavorable émis le 13 mars 2006 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'avis émis le 7 avril 2006 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;  
 VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 17 janvier 2006 ;

**CONSIDERANT :**

Que la population municipale de LUDRES est de 6821 habitants au dernier recensement de 1999 ;  
 Que deux officines sont implantées dans la commune ;  
 Qu'aux termes de l'article L.5125-11 du code de la santé publique, la population desservie par une officine ne doit pas être inférieure à 2500 habitants ;  
 Que la population desservie par l'officine serait de 1821 habitants ;  
 Qu'ainsi la création envisagée ne répondrait pas aux exigences du Code de la Santé Publique ;  
 SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** La demande de création d'une officine de pharmacie présentée par Monsieur Olivier CHATELET est rejetée ;

**ARTICLE 2 :** Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressé pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 ;

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière, dans le délai de 2 mois suivant sa notification ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur Olivier CHATELET,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie),
- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

**DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LORRAINE- CHAMPAGNE-ARDENNE**

**ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CEF DE TONNOY**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 février 2004 autorisant la création d'un Centre Educatif Fermé, sis rue du Château à 54210-TONNOY et géré par l'association R.E.A.L.I.S.E. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mars 2004 habilitant le Centre Educatif Fermé de TONNOY, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Educatif Fermé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 10 avril 2006 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le CEF par courriers transmis le 14 avril 2006 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Educatif Fermé de TONNOY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	340 000	1 701 644
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 134 944	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	226 700	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 905 652	1 926 652
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	21 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du Centre Educatif Fermé de TONNOY est fixée comme suit à compter du 1er mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		695,11
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation		

**Article 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux ,CO 071-54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CER "ECHANGE"

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2003 autorisant la création d'un Centre Educatif Renforcé dénommé "ECHANGE

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 février 2004 habilitant le Centre Educatif Renforcé, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Educatif Renforcé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 17 mars 2006;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CER "ECHANGE" sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	97 000	690 503
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	529 503	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	64 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	867 215	867 215
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du CER "Echange" est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		563,39
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation		

**Article 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux-54000 NANCY , dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 5 :** En application des dispositions du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CER "PASSAGE"

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2000 autorisant la création d'un Centre Educatif Renforcé dénommé "PASSAGE" 1, rue du Vivarais 54500 Vandoeuvre et géré par REALISE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 octobre 2005 habilitant le Centre Educatif Renforcé, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Educatif Renforcé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 10 avril 2006 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le CER par courrier transmis 14 avril 2006 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CER "PASSAGE" sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	148 000	724 499
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	483 499	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	93 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	743 454	743 454
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du CER "Passage" est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		351,49
Action éducative en milieu ouvert Pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation		

**Article 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux-54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 5 :** En application des dispositions du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SERVICE D'ENQUETES SOCIALES DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de procédure pénale, notamment l'article 800 ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;



VU le décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et 202 du code de l'aide sociale, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;

VU le décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée ;

VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 1960 relatif aux examens médicaux, psychiatriques et psychologiques effectués par expertise ou dans un service de consultation public ou privé et observation en milieu ouvert ;

VU l'arrêté interministériel du 25 août 1992 relatif aux enquêtes sociales prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 concernant l'enfance délinquante et les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 octobre 2006 habilitant le Service d'Enquêtes Sociales à exercer des enquêtes sociales, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Enquêtes sociales a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 10 avril 2006 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le service par courrier transmis le 14 avril 2006 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'enquêtes sociales de NANCY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 691	198 903
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	168 712	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	22 500	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	185 735	185 735
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

**Article 2** : Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du Service d'enquêtes sociales de NANCY est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		
Action éducative en milieu ouvert Pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation, ou d'investigation	1 422,94	

**Article 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, sis 4, rue Piroux, C.O. 071- 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SIOE DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de procédure pénale, notamment l'article 800 ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et 202 du code de l'aide sociale, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;

VU le décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée ;

VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 1960 relatif aux examens médicaux, psychiatriques et psychologiques effectués par expertise ou dans un service de consultation public ou privé et observation en milieu ouvert ;

VU l'arrêté interministériel du 25 août 1992 relatif aux enquêtes sociales prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 concernant l'enfance délinquante et les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 mars 2003 habilitant le Service d'Investigation et d'Orientation Educative de Briey à exercer des IOE , au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le SIOE a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2006 ;  
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 21 mars 2006 ;  
 VU la réponse de l'association en date du 28 mars 2006 ;  
 SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine-Champagne-Ardenne

**A R R E T E**

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Investigation et d'Orientation Educative de BRIEY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 000	150 882
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	131 882	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	159 646	159 646
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du SIOE de BRIEY est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par acte	Montant en Euros du prix de journée
Enquête sociale		
Investigation et orientation éducative	2 937,39	16,14

**Article 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux - CO 071-54036 NANCY CEDEX dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

**ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SIOE DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de procédure pénale, notamment l'article 800 ;  
 VU le code de l'action sociale et des familles ;  
 VU le décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et 202 du code de l'aide sociale, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;  
 VU le décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée ;  
 VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 1960 relatif aux examens médicaux, psychiatriques et psychologiques effectuées par expertise ou dans un service de consultation public ou privé et observation en milieu ouvert ;  
 VU l'arrêté interministériel du 25 août 1992 relatif aux enquêtes sociales prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 concernant l'enfance délinquante et les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile relatifs à l'assistance éducative ;  
 VU l'arrêté préfectoral en date du 23 octobre 2005 habilitant le Service d'Investigation et d'Orientation Educative de Nancy à exercer des IOE , au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;  
 VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le SIOE a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2006 ;  
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 10 avril 2006 ;  
 VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le SIOE par courrier transmis le 14 avril 2006 ;  
 SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne

**A R R E T E**

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Investigation et d'Orientation Educative de NANCY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 000	1 199 453
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 038 294	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	120 159	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 199 453	1 199 453
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du SIOE de NANCY est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par acte	Montant en Euros du prix de journée
Enquête sociale		
Investigation et orientation éducative	3 023,85	16,61

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux - CO 071-54036 NANCY CEDEX dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SRP DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 01 juillet 1998 autorisant la création d'un Service de Réparation Pénale 78bis Bd Foch-54520 LAXOU et géré par REALISE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> septembre 2005 habilitant le Service de Réparation Pénale, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Réparation Pénale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2006 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 10 avril 2006 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le SRP par courrier transmis 14 avril 2006 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

#### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Réparation Pénale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 500	203 877
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	175 877	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19 500	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	190 784	190 784
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la tarification des prestations du Service de Réparation Pénale est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation	687,53	

**Article 3 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux-54000 NANCY , dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 5 :** En application des dispositions du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

